

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : UD-R-CRT-17-0328-FBA		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Société BAXTER 7 Avenue lionel Terray BP 126 69 883 MEYZIEU		S3IC 0061-04017 Priorité DREAL <input checked="" type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input checked="" type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : Installation de fabrication et distribution d'hémodialyseurs		
Date du contrôle : 05/10/2017		
Inspecteur(s) : Fatiha BEN ADDI		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input checked="" type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input checked="" type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
Thème(s) du contrôle		Fluides Frigorigènes
Principale(s) installation(s) contrôlée(s)		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Groupe froid nommé 768 (BAT1-A768 sur la fiche d'intervention)</li> <li>Groupe froid nommé 1455 (BAT1-U1455 sur la fiche d'intervention)</li> </ul>		
Référentiel(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Règlement (CE) n°1005/2009 relatif à des substances qui appauvrissent le couche d'ozone dit « règlement Ozone »</li> <li>Règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, dit « règlement F-Gaz »</li> <li>Code de l'environnement : articles R.543-75 à R.543-123 (dispositions relatives aux fluides frigorigènes)</li> <li>Arrêté du 29/02/2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés</li> <li>arrêté du 04/08/2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n°4802</li> </ul>		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. Benoit BOUCHER	BAXTER	Responsable environnement
M. Frédéric PONSE	BAXTER	Responsable du service technique
M. Olivier FARGE	BAXTER	Coordinateur utilité, énergie...
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule RT <input checked="" type="checkbox"/> Cellule Risque chronique <input type="checkbox"/> Autre :	

## Constats de l'inspection

### I – Contexte

La société BAXTER dispose de huit sites en France. Le site de Meyzieu a pour activité principale l'hémodialyse avec la fabrication de matériels médicaux en vue de suppléer l'absence de rein.

L'objet de la présente visite d'inspection est de vérifier les exigences des arrêtés ministériels susvisés.

### II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

#### 2.1 – Thèmes : Fluides Frigorigènes

##### A – Fiches d'intervention

L'exploitant dispose d'un fichier excel recensant notamment concernant l'équipement :

- le nom ;
- la localisation ;
- le constructeur ;
- le type de fluide ;
- la quantité de fluide en kg ;
- la charge équivalent tonne CO2 ;
- fréquence de recharge en fluide frigorigène.

Il dispose également de 2 classeurs contenant les fiches d'intervention de 25 groupes froids.

L'exploitant indique qu'il n'y a plus d'équipements contenant du fluide frigorigène de type R.22, sur le site.

L'inspection a vérifié les fiches d'intervention des équipements nommés A768 et U1455.

##### Équipement U1455 :

- R407c ;
- 12 kg ;
- 20,92 t.équ.CO2.

Le fichier excel indique qu'aucune fuite n'a été détectée sur cet équipement depuis sa mise en service en 2010. Les fiches d'intervention des 22 mai 2014, 03 mai 2015, 14 mars 2016 et 16 mars 2017 confirme qu'aucune fuite n'a été détectée ces quatre dernières années sur l'équipement. Pour ce type de fluides frigorigènes la périodicité des contrôles de 1 an est respectée.

##### Équipement A768 :

- R410a ;
- 7,5 kg ;
- 15,66 t.équ.CO2 ;
- rechargement en 2014 (2 kg) ;
- rechargement en 2016 (7,5 kg).

Le fichier excel mentionne 2 fuites en 2014 et 2016.

La fiche d'intervention du :

- 09 janvier 2015 fait état d'une fuite suivi d'une « réparation fuite sur capteur de pression (remplacement) ». Cela correspond à la fuite de 2014 du fichier excel ;
- 21 janvier 2015 fait état d'une « réparation fuite condenseur » sans faire mention de fluide réintroduit et sans que la case aucune fuite ne soit cochée. La fiche telle que renseignée ne permet pas de savoir s'il y a effectivement eu une fuite sur cet équipement ou non. D'autant que le fichier excel indique qu'aucune fuite n'aurait été détectée en 2015 ;
- 14 mars 2016 ne fait état d'aucune fuite avec aucun fluide extrait ou réintroduit. Cependant, par ailleurs, ladite fiche indique qu'une « réparation fuite condenseur » a eu lieu. Le fichier excel indique qu'une fuite a été détectée en 2016. La fiche d'intervention du 16 mars 2017 ne fait état d'aucune fuite de l'équipement.

Plusieurs questions se posent :

- y a-t-il eu une fuite en 2015, si oui de quel type, quelles actions correctives ont été apportées et dans quels délais ?
- y a-t-il eu une fuite en 2015, si oui de quel type, quelles actions correctives ont été apportées et dans quels délais ?

#### **Non conformité n°1 :**

Il est impossible de vérifier que les actions correctives (remplacement de pièces par exemple...) prévues dans les fiches d'intervention ont été menées dans un délai raisonnable, car ces dernières ne sont pas tracées par une autre fiche d'intervention.

Il est demandé à l'exploitant de :

- d'éclaircir les constats et interventions réalisés sur cet équipement entre 2015 et 2017 ;
- veiller à ce que l'organisme renseigne avec plus d'attention les fiches d'intervention qui présentent des incohérences. Tous les onglets nécessaires doivent être renseignés ;
- lever les incertitudes quant à la possibilité qu'il y ait eu une fuite ou non sur l'équipement U768 aussi bien en 2015 qu'en 2016 et de modifier le fichier excel en conséquence.

L'exploitant confirmera avec son prestataire ces points. Plus globalement l'exploitant devra prendre des mesures pour suivre la qualité du travail et du rendu de son prestataire.

Constat N°1		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 3-3 du règlement F-Gaz	2 mois
<input type="checkbox"/> Observation		
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

#### **B- Visite de terrain : Étiquetage**

Les étiquettes des 2 équipements (A768 et U1455) cités supra ont été contrôlées.

Le macaron bleu de l'équipement A768 faisait état d'une date de fin de validité en mars 2017, le jour de l'inspection. Ce qui signifie que la date de validité du contrôle était passée. Toutefois une fiche d'intervention du 16 mars 2017 ne faisait état d'aucune observation. À la suite de l'inspection, l'exploitant a fait intervenir la société DALKIA le 05 octobre 2017, afin de mettre à jour la date de validité sur l'équipement. Le justificatif attestant de cette intervention a été transmis par courriel à l'inspection, le 05 octobre 2017.

Constat N°2		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 6 et 7 de l'AM du 29/02/2016	
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

### C – Attestation de capacité de l'opérateur

L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 05 octobre 2017, l'attestation de capacité de la société DALKIA FRANCE du 02 janvier 2014. Celle-ci n'appelle pas de remarque particulière.

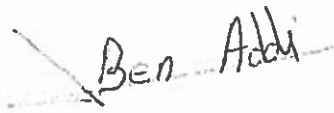


Constat N°3		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation	Article 43-2-5 de l'AM du 03/10/2010 et 7 de l'AM du 29/02/2016	
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

**Suites données par l'inspection**

- ☒ Observations ou non conformités à traiter par courrier  
☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)  
☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions  
☐ Autre(s) :

**Synthèse des suites :**

Cette visite a permis de relever une non-conformité vis-à-vis des prescriptions examinées, ainsi que des points faisant l'objet d'observations. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

Signature de l'inspecteur	Vérificateur	Approbateur
Le 09/10/2017	Le 09/10/2017	Le 09/10/2017
L'Inspecteur de l'environnement	L'adjoint au chef de l'unité départementale du Rhône	L'adjoint au chef de l'unité départementale du Rhône
		
<b>Fatiha BEN ADDI</b>	<b>Christophe POLGE</b>	<b>Christophe POLGE</b>

**Pièces jointes le cas échéant** (photographies, documents fournis par l'exploitant, etc.)

Canevas d'inspection « Stratégie incendie dans les dépôts de liquides inflammables »

